

Des affaires transatlantiques dominées par les intérêts privés... (7.5.12)

En date du 18 avril, le commissaire européen au Commerce, le très libéral Karel De Gucht, a reçu une lettre en sept pages contenant les observations pertinentes d'un groupement d'associations ayant pour label « Plate-forme contre le transatlantisme », en tout cas celui que veulent concocter les milieux d'affaires des deux côtés de l'Atlantique. En voici le résumé.

Il existe depuis 2007 un Conseil économique transatlantique. Ce mobilier institutionnel pourrait s'enrichir d'un « groupe de haut niveau UE –USA sur la croissance et l'emploi », objet d'une consultation publique.

La lettre au commissaire De Gucht estime cette mise en place prématurée et aligne toute une série de raisons. Il y a un déséquilibre dans la représentation des interlocuteurs sociaux, les milieux d'affaires ne marquant guère beaucoup d'intérêt pour les questions sociales et environnementales. L'influence de ces milieux d'affaires, notamment des Chambres de commerce américaines, est très visible, qui agissent en « lobbies ». Leur action vise à mettre en concurrence des législations politiques non harmonisées, à des fins purement commerciales et compétitives.

La lettre, qui se réfère à la crise de 2008 et aux conséquences qu'il faudrait en tirer, demande de « renverser les priorités », de faire passer en tête l'amélioration de la protection sociale, la progressivité de l'impôt, les normes pour l'environnement, le refus du dumping compétitif.

Notez que le FGE fait partie de la Plateforme contre le transatlantisme et a souscrit à la lettre à De Gucht.

Links

[Plateforme contre le transatlantisme](#)